

CISJORDANIE**Des députés palestiniens réclament une enquête sur la mort d'un imam**

Des députés palestiniens ont annoncé hier leur intention d'ouvrir une enquête parlementaire sur la mort, dans une prison palestinienne en Cisjordanie, d'un imam appartenant au mouvement islamiste Hamas.

«Membres de différents partis du Conseil législatif palestinien (CLP, Parlement), nous prenons l'initiative d'une commission d'enquête sur les raisons réelles de la mort de Majed al-Barghouti», a déclaré le député communiste Bassam al-Salhi, lors d'une conférence de presse à Ramallah.

Ces députés appartiennent à diverses petites formations indépendantes, n'incluant ni des membres du parti Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas, ni du Hamas.

De son côté, le président Abbas a ordonné aux services de sécurité d'enquêter sur la mort de cet imam, tandis que le Hamas a accusé la police palestinienne de l'avoir torturé à mort, rejetant la responsabilité de sa mort sur l'Autorité palestinienne.

L'imam du village de Kobar, au nord de Ramallah (Cisjordanie), arrêté il y a une semaine par les forces de sécurité palestiniennes, est décédé vendredi dernier à l'âge de 42 ans d'une crise cardiaque à la prison de Ramallah, selon des sources sécuritaires palestiniennes.

Ces derniers mois, les forces fidèles au président palestinien ont arrêté de nombreux membres du Hamas en Cisjordanie après que le mouvement islamiste ait pris le contrôle en juin 2007 de toute la bande de Gaza à la faveur d'un coup de force.

GRÈCE**Manifestation à Athènes contre l'indépendance du Kosovo**

Plus d'un millier de personnes ont manifesté hier dans le centre d'Athènes en signe de protestation contre l'indépendance du Kosovo et «les interventions étrangères» dans les Balkans, a-t-on annoncé de source policière.

«L'Otan et l'Union européenne hors des Balkans», scandaient les manifestants qui ont défilé du centre de la capitale jusqu'à l'ambassade américaine en passant par le bureau de l'UE.

Lors de cette manifestation organisée par le parti communiste grec (KKE) et la jeunesse communiste (KNE), la secrétaire générale du KKE, Aleka Papariga, a violemment dénoncé «les interventions étrangères dans les Balkans». Mme Papariga s'est, en outre, fortement opposée à la participation de la Grèce à la mission européenne de police et de justice, chargée d'accompagner l'indépendance du Kosovo.

Réticente à reconnaître l'indépendance du Kosovo, la Grèce, a annoncé qu'elle se prononcerait sur la question dans «une phase ultérieure» avec pour critères «la stabilité de la région et les intérêts du pays».

Le Kosovo a proclamé dimanche dernier unilatéralement son indépendance, immédiatement acceptée par les Etats-Unis et plusieurs pays de l'UE.

Cependant, la Serbie, la Russie et certains autres pays ont rejeté cette proclamation.

IRAK**L'armée turque poursuit son opération contre le PKK**

Les troupes turques poursuivaient hier leur offensive contre les rebelles kurdes retranchés dans le nord de l'Irak, une opération qui a déjà fait près de cinquante morts selon l'armée, les rebelles menaçant d'attaquer en représailles des villes turques.

Le chef de la diplomatie Ali Babacan a qualifié de «succès» l'incursion lancée jeudi soir et a donné des assurances sur la nature et la portée de l'opération.

«Une opération couronnée de succès est en cours», a-t-il déclaré. «La seule cible est l'organisation terroriste PKK. La Turquie est le plus fervent soutien de l'intégrité territoriale et de l'unité politique de l'Irak».

L'opération a fait 24 morts dans le camp des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et probablement une vingtaine de plus lors des bombardements qui ont précédé l'incursion et cinq militaires ont été tués, a affirmé tard avant-hier l'état-major turc.

Les militaires ont également fait état d'un climat de panique chez les rebelles, évoquant un effet de surprise.

Les incursions de l'armée turque dans le nord de l'Irak, utilisée comme base arrière par les rebelles pour leurs opérations en Turquie, ont été fréquentes dans les années 1980 et 1990, mais étaient en général lancées au printemps, à la faveur de la fonte des neiges.

«Selon les informations préliminaires, les terroristes ont subi de lourdes pertes sous le feu d'armes à longue portée et de frappes aériennes», a commenté l'état-major.

«Selon nos renseignements, les dirigeants (du PKK) essaient de fuir la région, de

refluer vers le Sud dans la panique».

L'armée a bombardé hier des objectifs près de Al-Amadiyah, une localité irakienne située dans une région montagneuse à une dizaine de kilomètres de la frontière, près de Bamerni, où la Turquie maintient une petite base militaire depuis les années 1990, ont affirmé des sources locales.

«Le bombardement a commencé à environ 06h00, heure locale (04h00 GMT) et a duré deux heures, a indiqué un garde-frontière à l'AFP.

Des villageois de la région ont fait état d'intenses combats et de tirs d'artillerie jusque tard dans la nuit de vendredi à samedi dernier.

Des habitants des secteurs de Hakurk et Sidekan, des localités irakiennes proches de la ville turque de Cukurca, ont affirmé avoir entendu des échanges soutenus de tirs

d'armes automatiques, ainsi que le passage d'avions de chasse et d'hélicoptères.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, a sommé la Turquie de mettre fin à l'offensive.

«Si la Turquie poursuit ses attaques, nous mènerons des opérations de guérilla dans les villes turques, sans viser les populations civiles», a affirmé à l'AFP un porte-parole du PKK, Ahmad Danis.

Un soldat a été tué hier en Turquie par l'explosion d'une mine posée par le PKK dans la province de Bingöl (sud-est), loin de la frontière irakienne, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Ankara estime à 4 000 le nombre de rebelles du PKK retranchés en Irak.

Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 37 000 morts depuis 1984.

A la suite de protestations de Bagdad, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a assuré vendredi dernier que «la cible, l'objectif, la taille et les

paramètres de cette opération sont limités.»

«Nos forces armées reviendront (en territoire turc) le plus rapidement possible, dès qu'elles auront atteint leurs objectifs», a-t-il ajouté.

Le Parlement turc a autorisé en octobre le gouvernement à envoyer des troupes combattre le PKK dans le nord de l'Irak. L'armée a déjà mené, avec l'aide des services de renseignement américains, plusieurs raids aériens et une opération terrestre d'ampleur limitée dans la région depuis le 16 décembre.

Le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari a estimé

vendredi dernier à «des centaines plutôt que des milliers» le nombre des soldats turcs engagés dans l'opération.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et plusieurs capitales européennes ont appelé à la modération.

Les Etats-Unis, prévenus à l'avance de l'incursion, ont «engagé le gouvernement turc à limiter ses opérations et à viser précisément le PKK».

Des centaines de personnes manifestent à Istanbul contre l'incursion de l'armée turque en Irak

Une manifestation rassemblant plusieurs centaines de personnes a eu lieu hier à Istanbul pour protester contre l'opération terrestre menée depuis jeudi soir par l'armée turque contre les éléments armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) retranchés dans le nord de l'Irak.

«L'opération est un problème, pas une solution», ont scandé des manifestants réunis à l'appel du Parti pour une société démocratique (DTP, pro-kurde). «Cette opération est un appel à une

guerre entre les peuples et entraîne à grande vitesse notre pays vers une inévitable guerre régionale», a déclaré devant la foule un porte-parole du DTP.

La manifestation s'est dispersée sans heurts, a-t-on souligné.

L'armée turque effectue depuis jeudi soir une opération terrestre contre les éléments du PKK basés dans le nord de l'Irak. L'opération a déjà fait près de cinquante morts, selon un bilan de l'armée.

ÉCOUTES ANTITERRORISTES**L'administration américaine s'en prend au Congrès**

L'administration Bush a, de nouveau, accusé les démocrates au Congrès de nuire à la collecte d'informations dont dépend la sécurité nationale en refusant un texte de loi controversé sur les écoutes antiterroristes.

Le chef du renseignement américain, Mike McConnell et le ministre de la Justice, Michael Mukasey, estiment dans une lettre ouverte que l'opposition de la Chambre des représentants à un texte accordant une immunité judiciaire aux compagnies de télécommunication a fait perdre des informations aux services de renseignement, la loi précédemment en vigueur sur les écoutes étant entre-temps venue à expiration.

«Nous avons perdu des informations pour le renseignement au cours de la semaine passée, et ce, directement à cause de l'incertitude créée par l'incapacité à agir du Congrès», écrivent-ils dans cette lettre adressée

vendredi dernier au président de la commission du renseignement à la Chambre, Silvestre Reyes. «A cause de

cette incertitude, certains de nos partenaires ont réduit leur coopération», ajoute le texte, indiquant que certaines entreprises de téléphonie avaient «reporté ou refusé leur coopération», sans donner plus de détails. L'administration et le Congrès, où les adversaires démocrates de M. Bush sont majoritaires, s'affrontent sur le contenu d'une loi autorisant le renseignement à surveiller, sans mandat spécifique d'un juge, les appels et les courriers électroniques échangés entre les Etats-Unis et l'étranger si le soupçon terroriste existe.

Mais le gouvernement s'oppose surtout à la Chambre des représentants sur l'immunité judiciaire qu'il veut voir accorder par cette loi aux entreprises de téléphonie ayant coopéré au programme d'écoutes avant que celui-ci, inauguré dans le secret après les attentats du 11-Septembre, ne soit validé provisoirement par le Congrès en 2007. Le président Bush avait lui-même accusé la semaine dernière les dirigeants de la Chambre des représentants d'avoir «choisi de faire passer la politique avant la protection du pays», ajoutant qu'«en conséquence, notre pays est en

plus grand danger». La présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a répondu à MM. Mukasey et McConnell que si l'expiration de la loi avait «diminué la bonne volonté des compagnies de télécommunications à se conformer aux demandes de renseignement pour protéger notre sécurité nationale, le président et les républicains du Congrès n'ont qu'eux-mêmes à blâmer, pour avoir refusé la prolongation» de la loi en l'état. De fait, la Chambre a refusé la semaine dernière un texte voté par le Sénat accordant une immunité judiciaire aux sociétés de téléphone.

Une coalition de républicains et de démocrates centristes, a ensuite, fait échouer une loi alternative qui aurait prolongé à titre provisoire la loi alors en vigueur.

Le chef de la majorité démocrate au Sénat, Harry Reid, a jugé pour sa part dans un communiqué que «pour le président, ce débat ne porte pas sur la protection de l'Amérique, il porte sur la protection de l'industrie des télécommunications et de sa propre administration».